

## Et eux là-bas, que pensent-ils de la Révolution ?

### Pêle-mêle de propos recueillis dans le kairouannais (2011-2012)



Des campagnes tunisiennes nous parviennent peu d'échos de ce que les gens pensent de la Révolution. Pourtant les habitants des campagnes ne se privent pas de confier leur point de vue à qui veut bien tendre l'oreille. C'est ce que nous avons constaté avec ma « médiatrice linguistique et culturelle », Zakia Jenhaoui (IRD-Tunis)<sup>1</sup>, à travers les premières visites de terrain dans le cadre d'une recherche sur les rapports eaux-sociétés dans l'arrière-pays de Kairouan. Nous avons recueilli un certain nombre de témoignages qui ne font pas l'objet de nos recherches, mais qui nous semblent devoir être mis en public. C'est d'ailleurs l'une des demandes réitérées de leurs auteurs. Alors que j'hésitais à prendre des notes sur leurs propos très engagés et peut-être compromettants, des agriculteurs m'ont invitée à écrire et, plus encore, à rendre publics leurs propos : « *il faut dire ce qui se passe ici, nous on ne nous écoute pas* »<sup>2</sup>.

Loin d'être crédules, ces agriculteurs me confirment être conscients du risque que je ne sois pas moi-même « entendue ». L'impression d'être inaudibles, oubliés de la Révolution, revient fréquemment dans les discours, comme cette sensation que les réalités des campagnes « reculées » ne sont pas connues dans la capitale, que les dysfonctionnements doivent être dévoilés aux élites de l'État. Cela fait d'ailleurs écho aux discours recueillis auprès des agents de l'Administration : ils souhaitent que l'on relate les difficultés qu'ils rencontrent, notamment pour faire le lien entre ce qui se passe concrètement sur le terrain et les actions proposées « d'en haut ». À les entendre, ce qui existait avant la Révolution ne peut/doit pas se poursuivre : « *Il n'y a plus de loi, on ne peut rien faire et c'est pire depuis la Révolution* ».

C'est ce désir manifeste d'être entendu qui m'amène à relayer les paroles recueillies entre avril 2011 et mai 2012 dans le kairouannais. Ce compte-rendu est orienté – on ne peut ici se permettre l'illusion d'objectivité. J'ai choisi deux angles pour restituer le matériau de terrain. L'un est chronologique et suit l'évolution des discours depuis 2011. L'autre focalise l'écoute sur les nombreux propos décrivant les rapports de pouvoir locaux.

#### De l'exaltation au désenchantement

Lors des premiers entretiens (avril 2011), les personnes rencontrées étaient très enthousiastes, fières et heureuses des changements en perspectives. Il était quasiment impossible de parler d'autres choses que de la Révolution – ce que l'on comprend bien. Tout le monde semblait s'accorder sur le fait que Ben Ali et « la Famille » étaient des escrocs, voire des assassins. Nos interlocuteurs ne mâchaient pas leurs mots, évoquant même la pendaison du président déchu. La Révolution est alors vue comme une bonne chose et les agriculteurs attendent un changement positif de leurs situations. Ainsi, selon eux, la fin du régime annonce une baisse importante des charges qui pèsent sur leurs activités économiques, puisque c'étaient les magouilles de « la famille » qui faussaient les prix de l'électricité, des produits phytosanitaires, etc. Pour d'autres, la société allait pouvoir recouvrer droiture et honnêteté maintenant que le régime avait changé. On notait une grande fierté d'être tunisiens. Après la Révolution, les Tunisiens devaient s'entraider, se soutenir « *on est tous des Arabes, non ?* ».

En avril 2011, on assistait aussi à des confessions inattendues. Par exemple cet ancien président de GDA<sup>3</sup> nous expliquait

à ce fonctionnement lorsqu'il dirigeait l'association. « *Si quelqu'un te donne plus d'argent, tu lui donnes plus d'eau. Il y a eu de sérieux détournements dans les caisses de l'association. Et l'omda venait prendre chaque année 3000 dinars* ». Notre interlocuteur nous confiait avoir lui-même bien profité de tout cela, puisque c'est avec les fonds de l'association qu'il a financé une partie de sa maison. Il relativisait ensuite sa responsabilité en expliquant que tous les gestionnaires de GDA ont profité « *ceux qui disent le contraire sont forcément des menteurs* ».

Ces discours très tranchés sont relativement étonnants pour une anthropologue. Ici, en un seul entretien, les dysfonctionnements sont dévoilés, alors que plusieurs mois d'enquête sont nécessaires partout ailleurs pour avoir ce type d'informations. Effet Révolution ? Comment analyser ces discours ? Que faut-il entendre derrière ces paroles ?

Toutefois, l'inquiétude d'avoir « trop » d'informations n'a pas duré. Quelques mois plus tard, les entretiens offraient des discours beaucoup plus stéréotypés, bien moins originaux pour l'observateur, même s'ils n'en sont pas moins intéressants. Il y a d'abord eu des paroles reflétant un certain attentisme. La paralysie des administrations, en particulier, était soulignée par nos interlocuteurs :



© mag14.com.

en détail le fonctionnement réel de la gestion locale de l'eau : « *dans les associations d'eau, si tu veux participer à la prise de décision ou à la gestion, c'est par piston, comme d'ailleurs pour les omdas* ». Il nous expliquait avoir participé

« *le omda, le gouverneur changent tout le temps* », « *ils ne font rien, ils attendent* ». Puis les discours sont devenus bien plus désenchantés fin 2011, début 2012. Un premier bilan de la Révolution est effectué par les habitants du kairouannais : « *rien*

n'a changé », « on est toujours les oubliés du pays », « la révolution ce sont seulement des promesses qui n'ont pas été tenues ». Enfin, s'est généralisé un discours réhabilitant l'ancien président. Finalement, nous dit-on, « le problème ça n'était pas Ben Ali, il n'était pas si mal que ça. Le problème c'était sa femme ». Les arguments se multiplient, notamment à propos de l'absence de sécurité. On nous explique également que les Tunisiens ont besoin d'un dictateur ou d'un bâton pour avancer, pour se discipliner : « Nous sommes un peuple qu'il faut diriger, on a besoin d'un chef, regardez maintenant, c'est pire qu'avant, il y a des gens paresseux qui profitent pour ne rien faire, ils font la grève tout le temps... ». En écho à ce discours, on entend aussi des personnes affirmer que pendant la Révolution ils n'ont pas fait de problèmes « nous on est des gens responsables, on voulait travailler ».

### De la fin d'un pouvoir à la continuité d'un système de domination

Au fil des visites de terrain, des personnes rencontrées, on se rend compte que ces discours stéréotypés cachent la vraie richesse des points de vue. Sous un simple « c'était mieux avant » ou « rien n'a changé », on s'aperçoit qu'il y a beaucoup plus que cela. Des discussions plus approfondies donnent lieu à des points de vue plus élaborés sur la situation. C'est principalement à travers des questions de pouvoirs que ces discours m'ont étonnée.

Les discours recueillis sont très variés. Il y a d'abord des personnes qui affirment avoir été les précurseurs de la Révolution, avant janvier 2011. Certains nous font un exposé détaillé des modes de contestation qu'ils mobilisaient et des moyens de contourner des réseaux politiques contraignants : bloquer les routes, faire connaître les problèmes de leurs villages par un site web, saboter des élections locales dont le résultat était connu à l'avance, etc. Certes, ces moyens étaient sévèrement contrôlés par les réseaux d'autorité en place. Pourtant, ils constituent aux yeux de certains une preuve de leur résistance précoce. Mais, bien souvent, les fruits de cette résistance (obtention d'un forage, par exemple) ont été accaparés par les plus puissants : « les pauvres manifestent et les riches profitent », « les gens ici sont comme les plantes : ils poussent et eux [les grands/riches] les coupent... ».

À travers ces récits, nos interlocuteurs dénoncent des rapports de pouvoir asymétriques. Rapports que la Révolution n'a pas (encore ?) permis d'inverser ou d'atténuer : « la Révolution, ça ne change

rien. C'est comme à l'Indépendance, des gens se sont sacrifiés et au final, il ne reste que ceux qui profitent ». Ces constats semblent particulièrement prégnants dans le domaine de la gestion de l'eau, comme nous le racontent deux agriculteurs. « L'association [de gestion de l'eau] ce sont des voleurs. La révolution n'a rien changé, avant c'étaient des RCD et maintenant ce sont les grands des familles. Avant l'association donnait le 26/26 du coup ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient personne ne leur disait rien. Maintenant on ne peut pas s'adresser au cheikh ou au omda parce qu'ils sont tous dans la même combine ». Ils m'expliquent ensuite qu'il n'y a pas de démocratie.

Les nouveaux responsables de l'association leur ont été imposés, même s'ils ne précisent pas par qui. Ce constat sur le renouvellement des rapports locaux de domination revient souvent : « Ici tout était noyauté par le RCD, l'accès à l'eau était lié à la corruption. Mais quand ils sont partis, d'autres ont pris leur place, et c'est revenu pareil ». Finalement « c'était mieux avant, au moins quand on avait besoin de quelque chose on savait qui corrompre, maintenant on n'a plus personne, on ne sait plus à qui donner de l'argent pour régler nos problèmes ! ». Lorsque je demande naïvement pourquoi les agriculteurs n'essaient pas de désigner un représentant qui porte mieux leurs intérêts, une analyse déconcertante m'est faite : « Ben Ali est intelligent, parce qu'il a fait un système où les gens sont tellement pris à la gorge qu'ils passent leur temps à chercher de quoi manger. Alors ils n'ont pas le temps pour faire de la politique ».

Face à ces discours quelques rares voix font entendre un point de vue assez différent. Ceux-là expliquent d'abord que : « ceux qui disent que Ben Ali n'était pas si mal, c'est ce qui ont profité et qui regrettent leurs privilèges ». Un instituteur m'explique que les gens ont beaucoup souffert de la privation de liberté d'expression, de parole, de droit, de démocratie. Il essaie, avec ses élèves, d'aller contre le discours actuellement courant (Ben Ali n'était pas si mal), de leur expliquer la situation avec un autre point de vue. Mais il s'avoue assez impuissant : « il faudrait que toute la famille le dise, le père, la mère, les oncles, les cousins... ma parole seule ne suffit pas ». Selon lui, la Révolution est un accouchement difficile, il faut être patient pour récolter les fruits

de ce changement. Dans un autre village, une initiative vient des jeunes : « Après la révolution, les jeunes ont monté un groupe, ils essaient de s'associer pour aider les gens ». Si leurs objectifs demeurent assez flous, on sent une volonté de s'investir concrètement dans le changement.



© tixup.com. Abi-Zomaa-el-Balaoui-Kairouan.jpg

Ce bref aperçu fait état de la diversité et de l'évolution rapide des discours sur la Révolution émis dans l'arrière pays de Kairouan. Ces discours apparaissent tour à tour étonnants, motivants, souvent poignants. Les gens nous livrent beaucoup d'eux-mêmes à travers ces paroles d'espoirs et de désespoirs. Même les discours répétitifs et les plaintes font état d'une détresse, d'un besoin d'être écouté, de parler, de se libérer. Le plus étonnant peut-être est l'analyse très fine et distanciée que certains font de leur propre situation et qui rend les entretiens parfois assez durs. Nos interlocuteurs semblent enfermés dans un cercle sans fin de relations asymétriques que les lendemains de la Révolution semblent avoir déjà contribué à renouveler. Bien sûr, toute poursuite de cette analyse demanderait un travail plus approfondi, notamment pour réduire les biais de l'interprétation et pour bien « entendre » ce qu'il y a derrière chaque mot prononcé.

Jeanne Riaux  
(IRD-Tunis).

1. Je souhaite ici lui exprimer toute ma gratitude. Sans ses compétences, sa proximité avec nos interlocuteurs et sa compréhension des situations, mon travail de terrain serait impossible.
2. Je n'enregistre pas les entretiens et je ne suis pas arabophone. Les paroles relatées ici sont donc le fruit d'un double passage de frontières : celui de la langue et celui de la mémoire. Les paroles entre guillemets sont une reconstruction des discours par moi-même à partir des notes prises au cours des entretiens.
3. Groupement de développement agricole, en charge notamment de la gestion de l'eau.